

Dieser Erlass wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Mai 2015 veröffentlicht.
Diese Sache wurde unter der Nummer G/A.216.226/VII-39.424.
in die Liste eingetragen.

Im Namen des Hauptkanzlers,
Yves Depoorter,
Verwaltungsattaché.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION**

[C – 2015/03350]

**12 OCTOBRE 2015. — Circulaire relative
à la prudence budgétaire pour la fin de l'année budgétaire 2015**

A mesdames et messieurs les membres du Gouvernement

1. Introduction

Le Conseil des Ministres du 15 octobre 2014 prévoyait pour l'année budgétaire 2015 une sous-utilisation :

- Dépenses primaires hors OIP : 600 millions d'EUR;
- OIP et assimilés du sous-secteur S1311 : 140 millions d'EUR;
- IPSS (Période 2015-2019) : 94 millions d'EUR.

Cette sous-utilisation a été adaptée comme suit par le Conseil des Ministres du 28 août 2015 :

- Dépenses primaires hors OIP : sous-utilisation supplémentaire de 50 millions d'EUR;
- IPSS (Période 2015-2019) : sous-utilisation supplémentaire de 2,9 millions d'EUR.

Dans son rapport du 22 septembre 2015, le Comité de monitoring estime que, pour 2015, un effort supplémentaire de 113 millions d'EUR est nécessaire pour réaliser l'objectif d'amélioration du solde structurel.

Afin d'atteindre l'objectif en matière de sous-utilisation et de contribuer à l'effort supplémentaire à fournir, un mécanisme de prudence budgétaire est introduit .

2. Champ d'application

La présente circulaire s'applique aux SPF, SPP, au Ministère de la Défense, à la Police fédérale et à la Régie des Bâtiments, y compris aux services de l'Etat à gestion séparée qui en dépendent et aux cellules stratégiques.

Elle s'applique également :

- aux organismes d'intérêt public des catégories A, B et C;
- aux parastataux sociaux et aux institutions publiques de sécurité sociale.

Pour ces organismes, les commissaires du gouvernement représentant la Ministre du Budget ou les délégués de la Ministre du Budget joueront un rôle étendu comparable à celui prévu pour les Inspecteurs des finances dans le cadre de la présente circulaire.

Les contrats CMS-FOR et les dépenses sur comptes d'ordre sont soumis aux dispositions de la présente circulaire. Les contrats CMS-FOR sont soumis à la circulaire au moment des commandes effectivement passées. Pour les comptes d'ordre, cela signifie que les opérations de recettes et/ou dépenses sont communiquées aux Inspecteurs des finances.

3. Principes généraux

L'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire sert de cadre général de référence.

Le principe retenu par la présente circulaire est celui de la limitation des dépenses à celles considérées comme incompressibles, c'est-à-dire celles dont la non-exécution mettrait le fonctionnement de l'Etat gravement en péril. Les dépenses incompressibles incluent les dépenses pour le paiement des salaires du personnel et les dépenses relatives à des obligations contractuelles conclues à la date de la présente instruction ou à des obligations légales.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
BUDGET EN BEHEERSCONTROLE**

[C – 2015/03350]

**12 OKTOBER 2015. — Omzendbrief betreffende
de begrotingsbehoedzaamheid op het einde
van het begrotingsjaar 2015**

Aan de dames en heren Regeringsleden

1. Inleiding

De Ministerraad van 15 oktober 2014 bepaalde voor het begrotingsjaar 2015 verschillende doelstellingen inzake onderbenutting :

- Primaire uitgaven buiten ION : 600 miljoen EUR;
- ION en gelijkgestelde die deel uitmaken van subsector S1311 : 140 miljoen EUR;
- OISZ (Periode 2015-2019); 94 miljoen EUR

Deze onderbenuttingen werd als volgt aangepast door de Minister-raad van 28 augustus 2015 :

- Primaire uitgaven buiten ION : bijkomende onderbenutting van 50 miljoen EUR;
- OISZ (Periode 2015-2019) : bijkomende onderbenutting van 2,9 miljoen EUR.

In zijn rapport van 22 september 2015 raamt het Monitoringcomité dat er voor 2015 een bijkomende inspanning noodzakelijk is van 113 miljoen EUR om de doelstelling inzake de verbetering van het structureel saldo te realiseren

Teneinde de doelstelling inzake onderbenutting te halen en bij te dragen tot de bijkomende te leveren inspanning wordt een systeem van begrotingsbehoedzaamheid ingevoerd.

2. Toepassingsfeer

Deze omzendbrief is toepasbaar op de FOD's, de POD's, het Ministerie van Landsverdediging, de Federale Politie en de Régie der Gebouwen, met inbegrip van de Staatsdiensten met afzonderlijk beheer die ervan afhangen en de beleidscellen.

Hij moet ook toegepast worden :

- op de instellingen van openbaar nut van de categorieën A, B en C;
- op de sociale parastatalen en op de instellingen van sociale zekerheid.

Voor deze instellingen zullen de regeringscommissarissen die de Minister van Begroting vertegenwoordigen of de afgevaardigden van de Minister van Begroting een uitgebreide rol spelen vergelijkbaar met de rol die door deze omzendbrief bepaald wordt voor de Inspecteurs van Financiën.

De CMS-FOR contracten en de uitgaven op orderekeringen worden ook onderworpen aan de bepalingen van deze omzendbrief. De CMS-FOR contracten worden onderworpen aan de omzendbrief op het moment dat de bestellingen effectief geplaatst worden. Voor de orderekeringen betekent dit dat de ontvangsten/ uitgavenverrichtingen meegedeeld worden aan de Inspecteurs van Financiën.

3. Algemene principes

Het Koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole geldt als algemeen referentiekader.

Deze omzendbrief hanteert als principe de beperking van de uitgaven tot deze uitgaven die worden beschouwd als niet-samendrukbaar dit wil zeggen deze die bij het niet-uitvoeren het functioneren van de overheid in ernstige mate in het gevaar zouden brengen. De niet-samendrukbare uitgaven bevatten de uitgaven voor de betaling van de lonen van het personeel, evenals de uitgaven met betrekking tot contractuele verplichtingen lopende op datum van deze instructie of tot wettelijke verplichtingen.

4. Directives concernant l'approbation des marchés publics, subsides, contrats,...

4.1. Toute nouvelle dépense, à charge d'un crédit d'engagement d'un montant supérieur à 8 500 EUR Hors TVA sera soumis à l'avis de l'Inspection des finances, qui en vérifiera le caractère incompressible.

Toute nouvelle dépense, à charge d'un crédit d'engagement d'un montant supérieur à 31 000 EUR TVA comprise sera soumis à l'accord de la Ministre du Budget, après avis de l'Inspection des finances sur le caractère incompressible.

Tous les subsides, quel que soit le montant, seront soumis à l'avis de l'Inspection des finances.

En ce qui concerne les marchés publics qui doivent être approuvés en Conseil des Ministres, conformément à l'arrêté royal du 3 avril 2013 relatif à l'intervention du Conseil des Ministres, aux délégations de pouvoir et aux habilitations en matière de passation et d'exécution des marchés publics, des concours de projets et des concessions de travaux publics au niveau fédéral, l'accord du Ministre du Budget et l'avis de l'Inspection des finances sont donnés au moment du lancement de la procédure mais également au moment de l'attribution si le dossier doit à nouveau être soumis au Conseil des Ministres à ce stade.

Pour les marchés publics de travaux, de fournitures et de services dont le montant est inférieur à 8 500 EUR Hors TVA, la responsabilité en matière de détermination du caractère incompressible de la dépense incombe au Président de chaque SPF/SPP/Ministère, service ou organisme. Cette disposition ne s'applique pas aux dépenses des cellules stratégiques.

Les dossiers doivent suivre la procédure normale de contrôle administratif et budgétaire, avec avis de l'Inspection des finances et accord de la Ministre du Budget conformément à l'arrêté du 16 novembre 1994.

Les dossiers pour lesquels une infraction à l'article 24 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral seront soumis au Conseil des Ministres.

4.2. Les dossiers approuvés par le Conseil des Ministres ne sont pas visés par cette procédure.

Les crédits des allocations de base 11.XX (hors 11.05), 12.99 et 12.48 ne sont pas concernés par la présente circulaire.

4.3. En ce qui concerne les organismes d'intérêt public A, B et C et les institutions publiques de sécurité sociale, en cas d'avis négatif de l'Inspection des finances, du commissaire du gouvernement ou du délégué de la Ministre du Budget, le comité de gestion (ou son délégué i.e. l'Administrateur général) peut demander au ministre de tutelle de faire appel de la décision et celui-ci prendra alors la responsabilité d'aller ou non en recours devant la Ministre du Budget et ensuite le Conseil des Ministres.

L'Inspecteur des finances, le commissaire du gouvernement ou le délégué de la Ministre du Budget transmettent tous les 15 jours une copie de leurs avis favorables au service Assistance à l'élaboration du budget du SPF Budget et Contrôle de la Gestion. Ce dernier établit un tableau des demandes acceptées et, sur base de celui-ci, la Ministre du Budget peut donner des instructions à ses commissaires et délégués pour infléchir leur politique (durcissement ou assouplissement de l'appréciation du critère). La Ministre du Budget transmet le tableau en question au Conseil des Ministres pour que ce dernier puisse lui aussi vérifier la bonne application de la décision et, le cas échéant, demander à la Ministre du Budget de donner de nouvelles instructions à ses commissaires et délégués.

4.4. Les dossiers qui ont fait l'objet d'un avis favorable de l'Inspection des finances, du commissaire du gouvernement ou du délégué de la Ministre du Budget avant le 12 octobre 2015 ne doivent plus leur être soumis, ni à la Ministre du Budget.

A partir de cette date, les dossiers d'un montant supérieur à 8 500 EUR Hors TVA sont soumis à l'avis de l'Inspection des finances, du commissaire du gouvernement ou du délégué de la Ministre du Budget et les dossiers supérieurs à 31 000 EUR TVA comprise sont soumis à l'accord de la Ministre du Budget après avis de l'Inspection des finances, du commissaire du gouvernement ou du délégué de la Ministre du Budget.

En ce qui concerne les organismes d'intérêt public A, B et C et les institutions publiques de sécurité sociale, la procédure du point 4.3. leur est applicable à partir de la date de signature de la présente circulaire.

4. Richtlijnen met betrekking tot de goedkeuring van de overheidsopdrachten, subsidies, contracten, ...

4.1. Elke nieuwe uitgave ten laste van een vastleggingskrediet voor een bedrag hoger dan 8 500 EUR exclusief BTW moet voor advies voorgelegd worden aan de Inspectie van Financiën, die moet nagaan of het om een niet-samendrukbare uitgave gaat.

Elke nieuwe uitgave ten laste van een vastleggingskrediet voor een bedrag hoger dan 31 000 EUR inclusief BTW moet voor akkoord voorgelegd worden aan de Minister van Begroting, na advies van de Inspectie van Financiën, die moet nagaan of het om een niet-samendrukbare uitgave gaat.

Alle subsidies, ongeacht het bedrag ervan, moeten voor advies voorgelegd worden aan de Inspectie van Financiën.

Met betrekking tot de overheidsopdrachten die moeten worden goedgekeurd door de Ministerraad overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 april 2013 betreffende de tussenkomst van de Ministerraad, de overdracht van bevoegdheid en de machtigingen inzake de plaatsing en de uitvoering van overheidsopdrachten, ontwerpenwedstrijden en concessies voor openbare werken op federaal niveau, worden het akkoord van de Minister van Begroting en het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op het moment dat de procedure opgestart wordt, maar ook op het moment dat de opdracht gegund wordt indien het dossier in dit stadium opnieuw moet worden voorgelegd aan de Ministerraad.

Voor de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten met een bedrag lager dan 8 500 EUR exclusief BTW is de Voorzitter van elke FOD/POD/Ministerie, dienst of instelling verantwoordelijk voor het bepalen van de niet-samendrukbare aard van de uitgave. Deze bepaling is niet van toepassing op de uitgaven van de strategische cellen.

De dossiers moeten de normale procedure voor administratieve en begrotingscontrole doorlopen, met advies van de Inspectie van Financiën en akkoord van de Minister van Begroting in overeenstemming met het besluit van 16 november 1994.

De dossiers waarvoor een inbreuk werd vastgesteld op artikel 24 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, zullen worden voorgelegd aan de Raad van Ministers.

4.2. Deze omzendbrief moet niet toegepast worden op de dossiers die door de Ministerraad goedgekeurd werden.

Deze omzendbrief heeft geen betrekking op de kredieten van de basisallocaties 11.XX (behalve 11.05), 12.99 en 12.48.

4.3. Als de instellingen van openbaar nut A, B en C en de openbare instellingen van sociale zekerheid een negatief advies krijgen van de inspecteur van Financiën, de regeringscommissaris van Begroting of de afgevaardigde van de Minister van Begroting, kan het beheerscomité (of zijn afgevaardigde, namelijk de Administrateur-generaal) de voogdijminister vragen beroep aan te tekenen tegen de beslissing. De voogdijminister is dan verantwoordelijk om al dan niet in beroep te gaan bij de Minister van Begroting en vervolgens bij de Ministerraad.

De inspecteur van Financiën, de regeringscommissaris of de afgevaardigde van de Minister van Begroting maken om de veertien dagen een kopie van hun gunstige adviezen over aan de dienst Begeleiding Begroting van de FOD Budget en Beheerscontrole. Deze laatste stelt dan een tabel op met alle aanvaarde verzoeken. Op basis van deze tabel kan de Minister van Begroting instructies geven aan zijn commissarissen of afgevaardigden om hun beleid om te buigen (de toepassing van het criterium verstrengen of versoepelen). De Minister van Begroting maakt de tabel over aan de Ministerraad zodat ook deze de correcte toepassing van de beslissing kan nagaan en indien nodig aan de Minister van Begroting kan vragen nieuwe instructies te geven aan zijn commissarissen en afgevaardigden.

4.4. Dossiers die een gunstig advies hebben gekregen van de Inspectie van Financiën, de regeringscommissaris of de afgevaardigde van de Minister van Begroting voor 12 oktober 2015 moeten niet meer aan hen voorgelegd worden, noch aan de Minister van Begroting.

Vanaf die datum moeten de dossiers voor een bedrag hoger dan 8 500 EUR exclusief BTW ter advies voorgelegd worden aan de Inspectie van Financiën, aan de regeringscommissaris of aan de afgevaardigde van de Minister van Begroting en moeten de dossiers voor een bedrag hoger dan 31 000 EUR inclusief BTW voor akkoord voorgelegd worden aan de Minister van Begroting, na advies van de Inspectie van Financiën, van de regeringscommissaris of van de afgevaardigde van de Minister van Begroting.

De procedure beschreven in punt 4.3. is vanaf de datum van ondertekening van deze omzendbrief toepasbaar op de Instellingen van openbaar nut A, B en C en de Openbare instellingen van sociale zekerheid.

5. Présentation formelle des dossiers et timing

Les dossiers pour la Ministre du Budget dans le cadre de la présente circulaire doivent être présentés dans les formes d'un dossier soumis à la procédure du contrôle administratif et budgétaire, avec l'avis de l'Inspection des finances, une note explicative contenant une justification circonstanciée du caractère incompressible, ainsi que l'offre retenue, si le dossier concerne un marché public.

Les dossiers seront transmis à la Ministre du Budget par voie électronique (laurent.taildeman@wilmes.fed.be).

Une réponse sera formulée dans les dix jours ouvrables.

6. Disposition finale, entrée en vigueur et publication

Les règles en matière de contrôle des engagements restent d'application. Tout dossier soumis au contrôleur des engagements comportera les avis et accords relatifs au caractère incompressible de la dépense envisagée. Si ce n'est pas le cas, le dossier ne sera pas visé.

La présente circulaire entre en vigueur le 12 octobre 2015. Elle est d'application jusqu'à la clôture de l'année budgétaire 2015.

La Ministre du Budget,
Mme . S. WILMES

5. Vorm van de dossiers en timing

De dossiers die volgens deze omzendbrief moeten worden voorgelegd aan de Minister van Begroting moeten de vorm aannemen van een dossier dat wordt voorgelegd aan de administratieve en begrotingscontrole, samen met het advies van de Inspectie van Financiën, een verklarende nota met een omstandige rechtvaardiging van de niet-samendrukbare aard en de weerhouden offerte, indien het om een overheidsopdracht gaat.

De dossiers moeten op elektronische wijze naar de Minister van Begroting gestuurd worden (laurent.taildeman@wilmes.fed.be).

Binnen de tien werkdagen wordt een antwoord geformuleerd.

6. Slotbepaling, inwerkingtreding en publicatie

De regels inzake controle van de vastleggingen blijven geldig. Elk dossier dat wordt voorgelegd aan de controleur van de vastleggingen zal de adviezen en de akkoorden bevatten in verband met de niet-samendrukbare aard van de betrokken uitgave. Indien dit niet het geval is, wordt het dossier niet geveiseerd.

Deze omzendbrief treedt in werking op 12 oktober 2015 en blijft van toepassing tot de afsluiting van het begrotingsjaar 2015.

De Minister van Begroting,
Mevr. S. WILMES

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2015/00564]

Appel à candidatures en vue de l'obtention du certificat d'aptitude fédéral pour candidats capitaines (cadre supérieur)

1. Organisation des épreuves d'aptitude

Le premier test (test de compétences) pour candidats capitaines (cadres supérieurs professionnels et volontaires), est organisé :

— Le 05/12/2015, dans la province du Brabant flamand, PIVO - Opleidingscentrum voor de brandweer, Poverstraat 75, 1731 Asse (épreuves en néerlandais).

— Le 03/12/2015, dans la province de Liège, Ecole du feu, Rue Cockerill 101, 4100 Seraing (épreuves en français). L'adresse exacte à laquelle le test écrit aura lieu sera précisé sur l'invitation.

2. Inscriptions

— PIVO - Centre de formation des services d'incendie - Brabant flamand

1° L'inscription est possible à partir du 01/11/2015 et doit avoir lieu de préférence le plus rapidement possible.

Pour des raisons organisationnelles, les inscriptions seront clôturées une fois 70 candidats inscrits par session. Plusieurs sessions seront organisées.

2° Les inscriptions se clôtureront le 30/11/2015.

3° Vous devez vous inscrire par voie électronique sur le site suivant : www.pivo.be

4° Vous pouvez obtenir de plus amples informations relatives aux épreuves d'aptitude auprès de M. Jonas Rijckmans, collaborateur PIVO - Centre de formation des services d'incendie, 02-456 89 20.

— Ecole du feu - Liège

1° L'inscription est possible à partir du 12/10/2015 et doit avoir lieu de préférence le plus rapidement possible.

2° Les inscriptions se clôtureront le 16/11/2015.

3° Vous devez vous inscrire par voie électronique sur le site suivant : www.provincedeliege.be/ecoledufeu

4° Vous pouvez obtenir de plus amples informations relatives aux épreuves d'aptitude auprès du secrétariat de l'école : Ecole du feu, Rue Cockerill 101, 4100 Seraing, of via ecofeu@provincedeliege.be ou au 04-237 35 64.

3. Contenu des épreuves

Les candidats doivent réussir les épreuves d'aptitude suivantes, dans l'ordre suivant :

1° Un test de compétences qui vérifie si le candidat dispose des compétences équivalentes à celles exigées d'un titulaire de diplôme de niveau A. Cependant le niveau demandé pour la partie scientifique de l'épreuve sera équivalente à celui exigé en secondaire supérieur général scientifique;

2° un test d'habileté manuelle opérationnelle, basé sur un certain nombre de tâches pratiques évaluant les connaissances de base du candidat en ce qui concerne ses connaissances et compétences techniques;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2015/00564]

Oproep tot het behalen van het federaal geschiktheidsattest voor kandidaat-kapiteins (hoger kader)

1. Organisatie van de geschiktheidsproeven

De eerste test (competentietest) voor kandidaat-kapiteins (hogerkader - beroeps en vrijwilligers), wordt georganiseerd :

— Op 05/12/2015, in de provincie Vlaams-Brabant, PIVO - Opleidingscentrum voor de brandweer, Poverstraat 75, 1731 Asse (proeven in het Nederlands). (proeven in het Nederlands).

— Op 03/12/2015, in de provincie Luik, Ecole du feu, Rue Cockerill 101, 4100 Seraing (proeven in het Frans). Het precieze adres waarop de schriftelijke test doorgaat, wordt bij de uitnodiging vermeld.

2. Inschrijvingen

— PIVO - Opleidingscentrum voor de brandweer - Vlaams-Brabant

1° De inschrijving is mogelijk vanaf 01/11/2015 en gebeurt bij voorkeur zo vroeg mogelijk.

Om organisatorische redenen worden de inschrijvingen afgesloten wanneer er 70 kandidaten per sessie zijn ingeschreven. Er worden meerdere sessies georganiseerd.

2° De inschrijvingen worden afgesloten op 30/11/2015.

3° U dient zich elektronisch in te schrijven via volgende site : www.pivo.be

4° Meer informatie betreffende de geschiktheidsproeven kan worden bekomen bij de heer Jonas Rijckmans, medewerker PIVO - Opleidingscentrum voor de brandweer, 02-456 89 20.

— Ecole du feu - Luik

1° De inschrijving is mogelijk vanaf 12/10/2015 en gebeurt bij voorkeur zo vroeg mogelijk.

2° De inschrijvingen worden afgesloten op 16/11/2015.

3° U dient zich elektronisch in te schrijven via volgende site : www.provincedeliege.be/ecoledufeu

4° Meer informatie betreffende de geschiktheidsproeven kan worden bekomen bij het secretariaat van de school : Ecole du feu, Rue Cockerill 101, 4100 Seraing, of via ecofeu@provincedeliege.be of op 04-237 35 64.

3. Inhoud van de proeven

De kandidaten moeten in onderstaande volgorde slagen voor de volgende geschiktheidsproeven :

1° een competentietest, waarbij wordt nagegaan of een kandidaat beschikt over de competenties gelijkwaardig aan deze vereist voor een diploma van niveau A. Het gevraagde niveau voor het wetenschappelijk deel van de proef zal echter gelijkwaardig zijn aan het niveau dat vereist wordt in het hoger algemeen secundair onderwijs voor de wetenschappen;

2° een operationele handvaardigheidstest, waarbij aan de hand van een aantal praktische opdrachten de basiskennis van de kandidaat van technische vakkennis en vaardigheden wordt getest;